

Question d'Europe  
n°403  
19 septembre 2016

# Les Européens et la question migratoire

Pascal Perrineau

## Résumé :

La question de l'immigration n'a jamais été autant à l'agenda politique des démocraties européennes que depuis que la crise migratoire, sensible dès le début des années 2010, a explosé sous le coup de l'accentuation des flux de réfugiés syriens venant de Turquie et du Liban et de l'aggravation des conflits en Libye, en Érythrée, en Afghanistan et au Kurdistan. Cette crise, dans ses prémises comme dans son épanouissement, semble avoir un effet sur l'opinion publique européenne ainsi que sur le renforcement politique et électoral des nationaux-populismes en Europe.<sup>1</sup>

## LA MONTÉE DE LA PRÉOCCUPATION MIGRATOIRE DANS LES OPINIONS PUBLIQUES EUROPÉENNES

La pression migratoire qui n'a cessé de s'accroître depuis le début de l'année 2015 et l'impression d'autorités européennes et nationales largement dépassées par la gestion de celle-ci ont entraîné un retour important de la préoccupation liée à l'immigration<sup>2</sup>. Lorsqu'on interroge les citoyens sur leurs principales préoccupations, l'immigration vient désormais en tête des thèmes les plus fréquemment cités à l'échelle de l'Union européenne.

Avec 48 % en mai 2016 (-10 points par rapport à novembre 2015), elle devance le terrorisme (39%) (+14 points depuis l'automne 2015) et de loin la situation économique (19 %, -2 points), le chômage (15 %, -2 points) et les finances publiques des États membres (16 %, -1 point). Elle est la préoccupation la plus fréquemment citée dans 20 États membres, avec des records en Estonie (73 %) et au Danemark (71 %). L'inquiétude suscitée par le terrorisme au niveau de l'Union européenne a également augmenté de manière significative depuis novembre 2015 et se situe à la 2<sup>e</sup> place. En revanche, les enjeux économiques et sociaux (situation économique, chômage, finances publiques, hausse des prix) sont en baisse sensible et constante depuis 2012. Jamais en plus de vingt ans de mesure, l'enjeu de l'immigration n'avait été aussi haut en tant que pré-occupation pour chacun des pays composant l'Union européenne.

Sur la courte période des cinq dernières années, l'immigration en tant qu'enjeu important pour l'Union est passée de la quatrième place à la première. En 2015, l'enjeu de l'immigration par rapport à l'Union européenne a connu une évolution de +20 points.

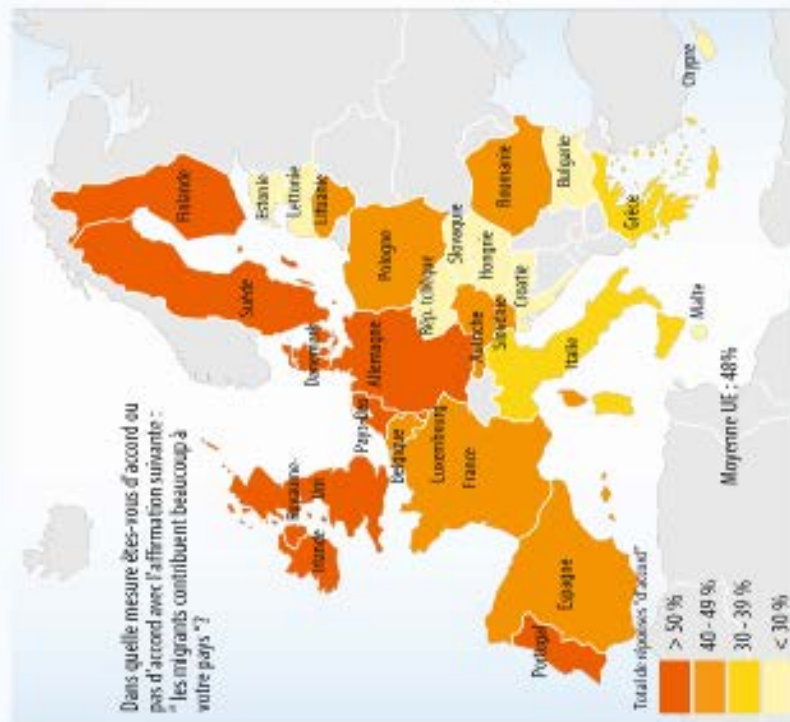
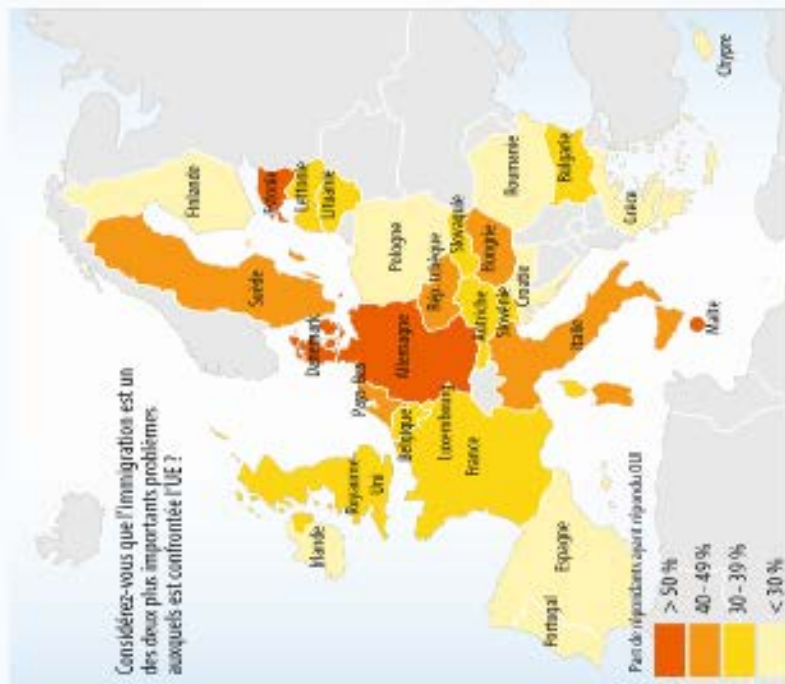
Dans certains pays (Lettonie, République tchèque, Hongrie), l'évolution est même très vigoureuse (67 %). Dans plusieurs pays de l'Union européenne, l'immigration est même devenue un problème important pour une majorité absolue de la population : Malte, Pays-Bas, Slovaquie, Suède, Allemagne, Bulgarie, Slovaquie, Lituanie, Pologne et Royaume-Uni.

Cependant, cette explosion de la préoccupation migratoire doit être relativisée. Si elle est très forte par rapport à l'Union européenne, elle reste légèrement plus retenue vis-à-vis de chaque système national et nettement plus modeste au plan du ressenti individuel. En mai 2016, 28 % des Européens interrogés considéraient que l'immigration faisait partie des deux problèmes les plus importants auxquels leur pays était confronté, ils étaient 12 % en 2011. En mai 2016, neuf États membres considéraient que l'immigration faisait partie des deux problèmes les plus importants auxquels elles devaient faire face actuellement (11 États membres pour le chômage). Si la question migratoire semble donc devenir dominante au plan de l'Union européenne, elle occupe une place importante mais seconde par rapport à l'enjeu du chômage au plan national et elle n'arrive qu'en position subalterne au plan des problèmes auxquels sont confrontés les

1. Une première version de ce texte a été publiée dans le « Rapport Schuman sur l'Europe, l'état de l'Union 2016 » ; éditions Lignes de Repères, mars 2016

2. Voir le dossier sur « L'Union européenne au défi des migrations et de l'asile » dans le « Rapport Schuman sur l'Europe, l'état de l'Union 2016 » op. cit.

## Les opinions publiques et l'immigration



individus, loin derrière la hausse des prix, le système de santé, le chômage, les retraites ou encore le système éducatif. L'enjeu migratoire est donc un enjeu majeur pour l'Union européenne, un enjeu important pour nombre de pays mais un enjeu périphérique au plan individuel. Il n'y a là aucune contradiction puisque, depuis de nombreux mois et même années, les citoyens de l'Union européenne sont confrontés à une relative impuissance de l'Union européenne à prendre en charge cet enjeu. Après l'Union, ce sont ses États membres qui sont montrés du doigt particulièrement certains d'entre eux où l'immigration est en 2016 le premier enjeu national (Malte, Allemagne, Danemark). L'Union européenne est ainsi face à un problème important où elle a pu donner l'impression de flotter ou de ne pas avoir la puissance suffisante pour imposer ses règles ou, au moins, une vision commune aux diverses parties prenantes. Faute de cela, la question migratoire est en train de devenir un facteur structurant au sein de l'opinion publique européenne. La politisation de cette question qui est parfois ancienne dans certains pays européens (France, Autriche, Danemark) peut s'étendre à d'autres pays peu touchés par des courants nationaux- populistes où la figure de l'immigré sert souvent de « bouc émissaire ».

### LE DÉFIS MIGRATOIRE ET LA DYNAMIQUE ÉLECTORALE DES NATIONAUX-POPULISMES EN EUROPE

Lors de récentes élections, les forces nationalistes et populistes ont connu de fortes dynamiques se nourrissant, entre autres, d'inquiétudes par rapport à la question migratoire. En France, 16 listes du Front national ont obtenu 27,73 % des voix lors du 1er tour des élections régionales en décembre 2015, devançant les listes UDI- Les Républicains (26,65 %) et nettement devant les listes du PS (23,12 %).

Lors des dernières élections législatives dans nombre de pays européens, les forces nationalistes et populistes sont à la hausse : au Danemark, le parti du peuple (Dansk Folkeparti, DF) est passé de 12,3 % des suffrages exprimés en 2011 à 21,1 % en 2015 ; en Suède, les Démocrates suédois (SD) ont progressé de 5,7 % en 2010 à 12,9 % en 2014 ; en

Hongrie, le mouvement Jobbik qui avait rassemblé 16,7 % des suffrages en 2010 en a attiré 20,3 % en 2014 ; l'UKIP britannique est passée de 3,1 % en 2010 à 12,6 % en 2015 ; en Pologne, le parti Droit et Justice (PiS), mouvement national- conservateur a remporté les élections législatives d'octobre 2015 avec 37,6 % des suffrages contre 29,9 % quatre ans plus tôt. En Autriche, le candidat du FPÖ s'est qualifié pour le 2e tour de l'élection présidentielle avec 35.1 %.

La poussée de ce type de forces est sensible dans la plupart des pays européens même si certains pays (Allemagne, Irlande, Espagne) semblent être plus à l'abri que d'autres. Cette dynamique s'enracine dans toute une série de facteurs : économiques avec le passage difficile et coûteux pour certains groupes sociaux de la société industrielle à la société post-industrielle ; sociaux avec l'affirmation de l'ouverture économique, politique et culturelle de nos sociétés qui suscite nombre de réactions défensives de la part de certains groupes sociaux ; politiques avec la désaffection et la colère croissante de nombre de citoyens européens qui nourrissent un sentiment antipolitique que savent exploiter les formations de type national-populiste<sup>3</sup>.

À ces facteurs de fond, s'ajoute désormais le défi de la question migratoire. La projection de la question migratoire au premier plan des préoccupations des Européens est un élément qui favorise la dynamique des partis nationalistes et populistes dans la mesure où ceux-ci ont souvent été ou sont souvent apparus sur les différentes scènes politiques nationales comme des « partis anti-immigrants »<sup>4</sup>. Trois universitaires néerlandais, Wouter Van der Brug, Meindert Fennema et Jean Tillie ont mis en oeuvre un modèle explicatif basé sur un vote en faveur de ces partis qui serait guidé par les politiques proposées par ceux-ci (au sens de « policies ») et des raisons plus idéologiques que protestataires<sup>5</sup>. Les évolutions socio-structurelles des sociétés européennes sont assez similaires et ne peuvent pas expliquer les implantations électorales inégales des partis anti-immigrants. Il faut prendre au sérieux les préoccupations et les demandes des électeurs sur le terrain de

3. Cf. Pascal Perrineau, « L'extrême droite populiste : comparaisons européennes », p. 25-34 in Pierre André Taguieff, dir., *Le retour du populisme. Un défi pour les démocraties européennes*, Paris, Universalis, 2004

4. Wouter Van der Brug, Meindert Fennema, Jean Tillie, « Anti-immigrant parties in Europe : Ideological or Protest Vote ? », in *European Journal of Political Research*, 37, 2000, p. 77-102.

5. Wouter Van der Brug, Meindert Fennema, Jean Tillie, *Why some anti-immigrants parties fail and others succeed ? A two-step model of aggregate electoral support*, Paper, University of Amsterdam, 2005

l'immigration, les proximités idéologiques qu'ils déclarent ainsi que l'état de concurrence sur ces thématiques qui existent entre les différents partis en compétition. Quand un nombre significatif d'électeurs se placent à l'extrémité droite du spectre idéologique, qu'ils expriment de fortes inquiétudes et attentes sur l'enjeu de l'immigration et qu'un parti anti-immigrant ne connaît pas de concurrence importante d'autres partis, la probabilité pour ce parti de rassembler un électorat important est élevée. Tel semble être le cas dorénavant en France, au Danemark, aux Pays-Bas ou en Autriche. En revanche, quand tel n'est pas le cas (Espagne, Irlande, Portugal), la performance électorale des partis anti-immigrants est modeste.

Récemment, la poussée forte de la préoccupation migratoire, l'enracinement dans le paysage politique de partis anti-immigrants structurés et pérennes, ainsi que la droitisation idéologique sensible dans nombre de pays européens ont constitué autant d'éléments favorables à une dynamique de ces partis sensible au plan des élections législatives les plus récentes ainsi que dans les enquêtes d'intentions de vote pour les élections à venir (par exemple l'élection présidentielle de 2017 en France<sup>6</sup>).

#### LES PARTIS ANTI-IMMIGRANTS ET LEUR DISCOURS SUR L'IMMIGRATION

Une étude comparée de certains programmes de ces partis montre le rôle central joué par la thématique de l'immigration. Certes, tous ces partis au cours de leur évolution et de leur implantation dans leurs systèmes politiques respectifs ont élargi leur offre politique et idéologique à des questions économiques, sociales et politiques, mais les thématiques centrales de leurs débuts (immigration et sécurité) sont restées au cœur de leurs programmes.

L'immigration y est présentée la plupart du temps comme une menace et nombre de partis dénie à leur pays une vocation d'accueil d'étrangers.

Marine Le Pen, dans son discours à l'Université d'été du Front national à Marseille le 6 septembre 2015, déclare : « L'immigration n'est pas une chance, c'est un fardeau ». Dans le programme du Dansk Folkeparti, on peut lire : « Le Danemark n'est pas un pays d'immigration et ne l'a jamais été. Nous ne pouvons donc accepter une transformation multiethnique du pays »<sup>7</sup>. Même affirmation dans le programme du Freiheitliche Partei Österreichs (FPÖ) : « L'Autriche n'est pas un pays d'immigration. C'est pourquoi nous prônons une politique familiale basée sur les naissances »<sup>8</sup>.

En harmonie avec ce refus de fonder une politique démographique sur un solde migratoire vigoureux, ces partis préconisent des mesures pour restreindre drastiquement l'immigration légale et pour supprimer l'immigration clandestine. Par exemple, le programme du Front national prévoit « d'abaisser en cinq ans l'immigration légale, de 200 000 entrées par an à 10 000 », de réduire drastiquement le nombre de demandeurs d'asile et de ramener l'immigration clandestine à zéro en expulsant systématiquement les clandestins »<sup>9</sup>. En Suisse, l'Union démocratique du centre (UDC) ou le Schweizerische Volkspartei (SVP) qui vient de rassembler 29,4 % des suffrages exprimés lors des dernières élections d'octobre 2015 (+ 2,8 % par rapport à 2011) propose de « freiner l'immigration » et d'arrêter toute forme de soutien et de légalisation des immigrants clandestins<sup>10</sup>. Selon l'UDC, « faute d'un contrôle de l'immigration, il y aura dans moins de 50 ans en Suisse plus d'étrangers que de Suisses ». Le parti des Vrais Finlandais (Perussuomalaiset, PS) propose d'abandonner la conception dominante des 25 dernières années où « l'immigration et le multiculturalisme étaient des concepts nécessaires et désirables »<sup>11</sup>. Cela justifie à leurs yeux que la Finlande devrait refuser de partager le fardeau d'accueil des réfugiés que l'Union européenne a mis en œuvre car, selon eux, la procédure d'asile est « devenue le modus operandi le plus important pour des migrants dont le profil de persécuté est souvent loin d'être évident ».

6. Dans un sondage IFOP réalisé du 9 au 10 octobre 2015 pour le Journal du Dimanche auprès d'un échantillon national représentatif de 1003 personnes représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus, 31 % des personnes interrogées se disent prêtes à voter en faveur de Marine Le Pen.

7. Cf. Le programme de principe sur le site du Parti du peuple danois

8. Cf. Programme du Parti FPÖ adopté lors du Congrès à Graz en juin 2011.

9. Cf. le projet de Marine Le Pen sur le site du Front national

10. Programme du Parti 2015-2019, UDC Le parti de la Suisse ; Document de fond : L'Islam et l'État de droit (par Oskar Freysinger) UDC pour une Suisse forte ; L'intégration n'est pas un libre-service, Document de fond de l'UDC, août 2013.

11. The Finns Party's Immigration Policy, The Finns Party ; The Finnish Parliament Elections of 2015.

Cette immigration contre laquelle ces partis appellent à se mobiliser est également dénoncée en raison du coût qu'elle ferait peser sur les budgets publics. Le Front national estime ce coût à 70 milliards € par an. Les Vrais Finlandais dénoncent le coût des personnels engagés par l'État et les pouvoirs locaux pour encadrer les populations immigrées. L'UDC stigmatise « les profiteurs et autres parasites sociaux » et dénonce la « hausse constante des charges liées à l'asile ».

Indépendamment de la question du coût, tous ces partis insistent sur le péril que l'immigration fait peser sur les identités nationales. Le FPÖ autrichien insiste sur « les valeurs européennes du christianisme, du judaïsme et du siècle des Lumières » qui ont besoin d'être défendues contre « le fanatisme et l'extrémisme ». Le Dansk Folkeparti affirme : « Le christianisme trouve une consécration séculaire au Danemark et est inséparable de la vie du peuple. La signification d'hier et d'aujourd'hui de la foi chrétienne est infinie et marque le mode de vie des Danois ». L'UDC précise que « le régime légal et les valeurs chrétiennes et occidentales marquant la Suisse doivent être respectées dans la collectivité » et refuse « toute concession, aussi modeste soit-elle en apparence, qui pourrait encourager, ne fût-ce que de manière vague, l'établissement de conceptions parallèles du droit ». Bien sûr, derrière ces recommandations se dessine un rejet de l'islamisme et de ses revendications au cœur des sociétés européennes. Comme le déclare Oskar Freysinger, conseiller national UDC : « En admettant la ségrégation des groupes, notamment de la population islamique par le biais de droits d'exception comme les cimetières séparés, les dispenses générales des cours de natation, les mariages forcés, nous les empêchons d'approcher notre patrimoine culturel si bien que l'intégration si souvent vantée n'est qu'un exercice-alibi ».

Enfin, le flux migratoire récent est d'autant plus dénoncé qu'il est perçu comme le vecteur

de la pénétration terroriste. Marine Le Pen s'attaque ainsi, dans son discours de Marseille au « fondamentalisme islamiste qu'on accroît par cette immigration hors contrôle ». Quant au leader du Partij voor de Vrijheid (PVV) néerlandais, Geert Wilders précisait en mai 2015 que « si tous les musulmans ne sont pas terroristes, presque tous les terroristes sont musulmans ».

### LE MARQUEUR DE L'ISLAMISME RADICAL

On voit bien ici comment une offre politique et idéologique sur la question de l'immigration – et particulièrement de l'immigration musulmane – s'est constituée au fur et à mesure des années et a, peu à peu, rencontré une demande électorale auprès de citoyens de plus en plus préoccupés par la question migratoire et le développement d'un islamisme radical. Ce dernier, en hausse constante depuis une décennie, a interpellé de manière de plus en plus directe les diverses sociétés européennes (attentats en France, en Espagne, au Royaume-Uni, en Belgique, au Danemark, aux Pays-Bas) et a rencontré, depuis quelques mois, le défi d'un choc migratoire dont l'épicentre réside au cœur d'un Proche-Orient musulman déchiré par les affrontements inter-religieux et le fanatisme.

Ces deux éléments conjoncturels ont activé ou réactivé des partis anti-immigrants dont l'offre politique et idéologique s'articule sur de réelles attentes de segments importants de l'électorat. Par exemple, en France, l'enquête Fractures françaises montre que 49 % des personnes interrogées considèrent que le Front national est « un parti utile », 34 % qu'il « propose des solutions réalistes »<sup>12</sup>. Dans le même temps, 41 % des personnes interrogées partagent l'opinion selon laquelle « même s'il ne s'agit pas de son message principal, l'islam porte malgré tout en lui des germes de violence et d'intolérance », 54 % des mêmes personnes pensent que la « religion musulmane n'est pas compatible avec les valeurs de la société française », 67 % pensent qu'il y a « trop d'étrangers en France », 71 % qu'il n'est pas normal « que les cantines scolaires servent des plats différents selon les convictions religieuses des

12. Gérard Courtois, Gilles Finchelstein, Pascal Perrineau, Brice Teinturier, *Fractures Françaises (1)*, Paris, Fondation Jean Jaurès, 2015.

13. Pascal Perrineau, dir., *Les croisés de la société fermée. L'Europe des extrêmes droites, La Tour-d'Aigues, Éditions de l'Aube, 2001.*

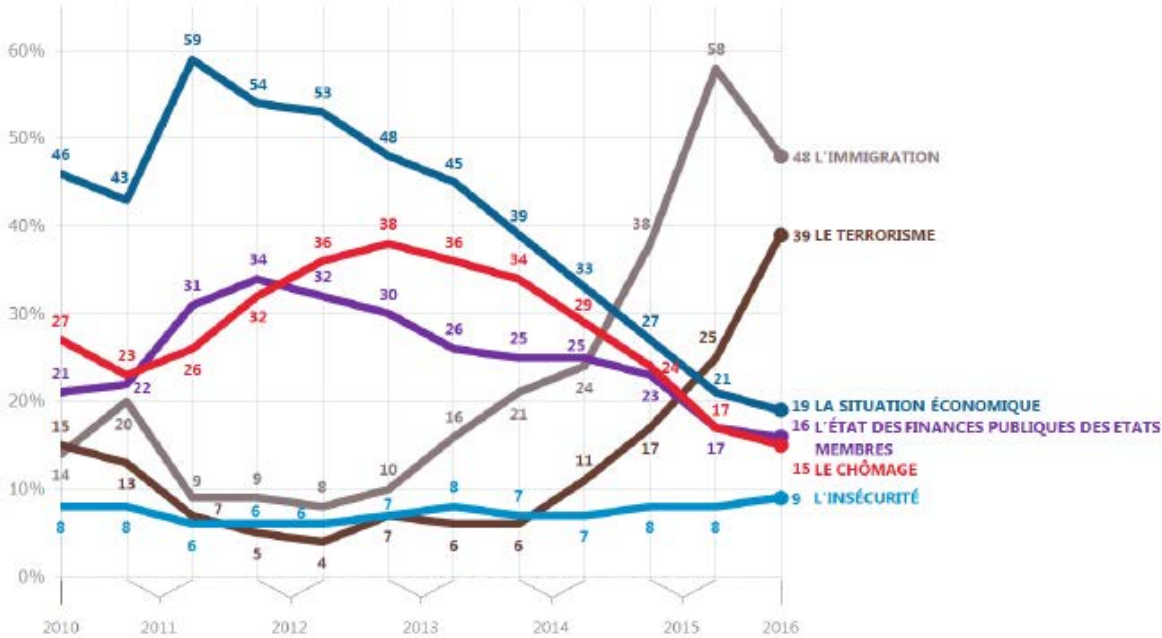
**Tableau****Les opinions publiques européennes et l'immigration**

Considèrent que l'immigration est un des deux plus importants problèmes auxquels est confrontée l'UE ?

	2011	2016	Évolution
Union européenne	20	48	+12
Belgique	28	41	+13
Danemark	26	71	+45
Allemagne	21	57	+36
Grèce	15	40	+25
Espagne	14	34	+20
France	27	35	+8
Irlande	6	44	+38
Italie	27	44	+17
Luxembourg	21	43	+22
Pays-Bas	20	62	+42
Autriche	21	48	+21
Portugal	3	17	+14
Finlande	13	48	+35
Suède	14	59	+45
Royaume-Uni	24	51	+27
République tchèque	12	67	+55
Estonie	17	73	+56
Chypre	21	46	+25
Lettonie	19	67	+48
Lituanie	20	53	+33
Hongrie	10	67	+57
Malte	44	64	+20
Pologne	10	51	+41
Slovénie	13	54	+41
Slovaquie	10	59	+49
Bulgarie	20	57	+37
Croatie	13	44	+31
Roumanie	14	42	+28

Source : Eurobaromètres mai 2011, mai 2016

**QAS** A votre avis, quels sont les deux problèmes les plus importants auxquels doit faire face l'UE actuellement ? (% - UE)



élèves », 72 % que la religion musulmane « cherche à imposer son mode de fonctionnement », 81 % que « la question de l'intégrisme religieux est un problème de plus en plus préoccupant dont il faut s'occuper sérieusement ».

On voit bien comment, sur de telles bases, les partis anti-immigrants ont un potentiel de recrutement électoral important surtout à l'heure où la politique traditionnelle est entrée en crise et libère un espace pour des forces qui se portent sur un nouveau clivage caractéristique de nos sociétés ouvertes, celui entre « nationaux » et « cosmopolites »<sup>13</sup>. La figure même de l'immigrant, symbole de la mobilité et de l'érosion des frontières, devient dans ce contexte l'objet de la

cristallisation des inquiétudes et des réticences de pans entiers de nos sociétés par rapport à la globalisation d'autant plus qu'à l'altérité de l'immigrant s'ajoute parfois l'altérité culturelle d'une religion considérée, à tort ou à raison, comme lointaine et porteuse d'une dénonciation de la culture d'accueil définie parfois comme celle des « mécréants ("kâfir") et des croisés ».

**Pascal Perrineau**

Professeur des Universités à Sciences Po, il a été directeur du Centre de recherches politiques de Sciences Po (CEVIPOF associé au CNRS).

Retrouvez l'ensemble de nos publications sur notre site :  
[www.robert-schuman.eu](http://www.robert-schuman.eu)

Directeur de la publication : Pascale JOANNIN

LA FONDATION ROBERT SCHUMAN, créée en 1991 et reconnue d'utilité publique, est le principal centre de recherches français sur l'Europe. Elle développe des études sur l'Union européenne et ses politiques et en promeut le contenu en France, en Europe et à l'étranger. Elle provoque, enrichit et stimule le débat européen par ses recherches, ses publications et l'organisation de conférences. La Fondation est présidée par M. Jean-Dominique GIULIANI.